



## PERSPECTIVE : SÉRIE SPÉCIALE COP28

# Les principaux émetteurs d'Asie s'accrochent au charbon et résistent à l'engagement mondial en faveur des énergies renouvelables

## À RETENIR

Lors de la 28<sup>e</sup> Conférence des parties (COP28) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), 123 pays, dont le Canada, se sont engagés à tripler la capacité mondiale de production d'énergie renouvelable d'ici 2030. Bien que partant d'une bonne intention, l'[Engagement mondial en faveur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique](#) a été critiqué pour son manque de détermination à éliminer progressivement les combustibles fossiles – essentiels pour empêcher les températures mondiales de dépasser les seuils de 1,5 °C – et pour son manque d'universalité. Plusieurs grands émetteurs d'Asie, dont la Chine et l'Inde, se sont abstenus d'adhérer à l'engagement, bien qu'ils aient pris des positions similaires dans d'autres domaines.

## EN BREF

- Les signataires s'engagent à tripler la capacité d'énergie renouvelable installée dans le monde et à doubler le taux annuel d'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici à 2030. S'il est mis en œuvre, l'Engagement pourrait potentiellement combler un [tiers](#) de l'« écart d'atténuation », c'est-à-dire la différence entre la trajectoire des émissions mondiales, sur la base des ambitions climatiques actuelles, et ce qui est nécessaire pour éviter de franchir le seuil de 1,5 °C défini dans l'Accord de Paris.
- Plusieurs grands émetteurs, dont l'Inde, la Chine et des économies du Sud-Est asiatique en pleine

croissance, comme l'Indonésie et le Vietnam, n'ont pas encore signé l'Engagement. Toutefois, ces pays ont pris des mesures pour développer leurs capacités en matière d'énergies renouvelables en dehors de la CCNUCC.

- Le 14<sup>e</sup> plan énergétique national de l'Inde devrait mettre le pays sur la voie de multiplier par trois sa capacité de production d'énergie renouvelable d'ici à 2030. New Delhi a réitéré son engagement en ce sens lors du [sommet du G20](#) de 2023, aux côtés d'autres membres du G20, dont la Chine. Le [taux](#) de production d'électricité renouvelable de l'Inde progresse plus rapidement que celui de n'importe quelle autre grande économie.
- L'abstention de la Chine a également été surprenante compte tenu de sa participation à l'[accord bilatéral sur le climat conclu entre les États-Unis et la Chine](#) quelques semaines avant les engagements de la COP28 visant à tripler les énergies renouvelables. Néanmoins, le pays reste [le plus grand producteur mondial](#) de technologies propres. La Chine est également en bonne voie pour atteindre son objectif de capacité renouvelable d'ici à [2025](#), avec cinq ans d'avance sur le calendrier.
- L'[Indonésie](#) et le [Vietnam](#) ont tous deux conclu des partenariats de transition énergétique avec l'International Partners Group, à hauteur de plusieurs milliards de dollars, afin d'accélérer le déploiement des énergies renouvelables à l'échelle nationale.

## LES CONSÉQUENCES

**La Chine et l'Inde ont des raisons d'être réticentes à l'égard des énergies renouvelables.** Malgré leur progression fulgurante dans ce domaine, la Chine et l'Inde [hésitent](#) à signer l'engagement de la COP28 en raison de l'appel à l'arrêt progressif des centrales au charbon en activité et à la fin des nouveaux investissements dans ce secteur, ce qui imposerait des restrictions importantes à ces deux économies. En 2022, près de [60 %](#) de l'électricité chinoise était produite à partir de charbon, contre [74 %](#) en Inde. En outre, l'engagement appelle les pays à doubler leur efficacité énergétique. La Chine, dont l'économie est largement manufacturière et gourmande en énergie, pourrait avoir du mal à atteindre cet objectif.

**L'Asie du Sud-Est dépend également du charbon, mais la région redouble d'efforts pour adopter les énergies renouvelables.** Certains pays d'Asie du Sud-Est se sont également retirés de l'engagement en raison de préoccupations similaires quant à la capacité des énergies renouvelables à remplacer efficacement le charbon à court terme. Selon l'[Agence internationale de l'énergie](#), plus de 40 % de la production d'électricité de l'Asie du Sud-Est en 2021 provenait du charbon. Les combustibles fossiles représenteront 60 % du marché de l'électricité en Indonésie et 30 % au Vietnam en 2021. La demande énergétique de la région augmente également à un rythme auquel les infrastructures énergétiques existantes peinent à répondre.

## PROCHAINES ÉTAPES :

### 1. Des initiatives multipartites pour renforcer les efforts de décarbonisation

Si les efforts de décarbonisation sont souvent menés par les pays, la participation du secteur privé est tout aussi essentielle. Dans le cadre du [Fonds climatique canadien pour le secteur privé en Asie II](#), qui s'élève à 200 millions de dollars canadiens, le gouvernement du Canada a contribué au financement d'initiatives du secteur privé visant à améliorer l'infrastructure énergétique locale et à accélérer le déploiement des énergies renouvelables.

En collaboration avec la Banque asiatique de développement, les projets d'investissement comprennent une [ferme solaire flottante](#) au Vietnam et un [parc éolien](#) au Laos, ce dernier étant le plus grand de ce type en Asie du Sud-Est.

En 2021, Surbana Jurong, une société de conseil appartenant à l'État singapourien, a annoncé la création d'une [obligation liée au développement durable](#), engageant les entreprises et les particuliers à adopter des pratiques durables, conformément au cadre de financement durable de la société. Le produit de cette obligation, la première du genre en Asie du Sud-Est, servira à financer les futurs investissements et initiatives écologiques de Surbana.

### 2. L'adoption rapide des énergies renouvelables suscite des inquiétudes quant à l'écoblanchiment

La course à la décarbonisation stimule la demande mondiale de [minéraux critiques](#) essentiels à la fabrication de technologies à faible émission de carbone. Toutefois, l'extraction de ces minéraux peut entraîner d'autres problèmes, souvent dévastateurs, tels que la déforestation et le déplacement involontaire de communautés. L'enjeu pour l'Asie du Sud-Est est de répondre à la demande de minéraux critiques sans recourir à l'[« écoblanchiment »](#), c'est-à-dire l'illusion de soutenir la durabilité tout en s'engageant dans des activités destructrices pour l'environnement et la société. Un [rapport](#) récent de Global Witness a mis en lumière les implications de la course à l'extraction de ces minerais en Asie du Sud-Est, qui a conduit à l'intimidation ou à la mort de militants écologistes. Dans le cadre de sa [Stratégie sur les minéraux critiques](#), le Canada collabore avec ses partenaires d'Asie du Sud-Est pour renforcer la résilience de la chaîne d'approvisionnement. La récente [étude](#) de délimitation de la portée des chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques réalisée par l'Institut international du développement durable, dont le siège est à Winnipeg, et financée en partie par le Canada, constitue une étape vers la compréhension du rôle que l'ANASE peut jouer pour amener le secteur à se conformer à des normes plus durables.